

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTÈRE DES CLASSES
MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 3127

[99/16248]

3 MAI 1999. — Arrêté royal
portant le règlement organique des Services vétérinaires

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983, 29 décembre 1990 et 5 février 1999;

Vu la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international sur les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973, ainsi que l'Amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979;

Vu la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation des substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrénérique ou à effet stimulateur de production chez les animaux, modifiée par l'arrêté royal du 17 février 1992 et par les lois des 6 août 1993, 11 juillet 1994 et 17 mars 1997;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, modifiée par les lois des 28 août 1991, 26 mars 1993 et 4 mai 1995;

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994, 20 décembre 1995 et 5 février 1999;

Vu la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire, modifiée par la loi du 22 février 1998, notamment l'article 4;

Vu la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, modifiée par la loi du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1926 portant le règlement organique du service vétérinaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre :

1° Ministre :

le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

2° Service :

l'inspection générale des Services Vétérinaires du Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture.

3° Inspecteur vétérinaire :

un fonctionnaire du Service, vétérinaire de l'Etat.

4° l'A.C.S.A. :

association sans but lucratif « Association centrale de Santé Animale » visée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 avril 1992 portant exécution de l'article 3bis de l'arrêté royal du 7 mai 1963 portant organisation de la lutte contre les maladies du bétail.

5° Médecin vétérinaire désigné :

inspecteur vétérinaire suppléant, vétérinaire sanitaire ou vétérinaire de contrôle.

CHAPITRE II. — Missions et organisation du Service

Art. 2. § 1er. Le Service prête son concours à l'exécution des lois suivantes et des arrêtés pris en exécution de celles-ci :

1° la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 99 — 3127

[99/16248]

3 MEI 1999. — Koninklijk besluit
houdende organiek reglement van de Veterinaire Diensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw, tuinbouw en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983, 29 december 1990 en 5 februari 1999;

Gelet op de wet van 28 juli 1981 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dieren- en plantensoorten, en van de Bijlagen, opgemaakt te Washington op 3 maart 1973, alsmede van de Wijziging van de Overeenkomst, aangenomen te Bonn op 22 juni 1979;

Gelet op wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, antihormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 februari 1992 en bij de wetten van 6 augustus 1993, 11 juli 1994 en 17 maart 1997;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van dieren, gewijzigd bij de wetten van 28 augustus 1991, 26 maart 1963 en 4 mei 1995;

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994, 20 december 1995 en 5 februari 1999;

Gelet op de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, inzonderheid het artikel 4;

Gelet op de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1926 houdende inrichtingsreglement van de diergeneeskundige dienst;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 april 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister :

de minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

2° Dienst :

de inspectie-generaal van de Veterinaire Diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

3° Inspecteur-dierenarts :

een ambtenaar van de Dienst, dierenarts van de Staat.

4° C.D.V. :

de vereniging zonder winstoogmerk « Centrale diergezondheidsvereniging » zoals bedoeld in artikel 2 van het ministerieel besluit van 2 april 1992 tot uitvoering van artikel 3bis van het koninklijk besluit van 7 mei 1963 houdende inrichting van de bestrijding der veeziekten.

5° Aangeduide dierenarts :

plaatsvervangend inspecteur-dierenarts, sanitaire dierenarts of controledierenarts.

HOOFDSTUK II. — Opdrachten en organisatie van de Dienst

Art. 2. § 1. De Dienst verleent zijn medewerking aan de uitvoering van de volgende wetten en de besluiten ter uitvoering ervan genomen :

1° de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten;

2° la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction, et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973, ainsi que de l'Amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979;

3° la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet beta-adrénérgique ou à effet stimulateur de production chez les animaux;

4° la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;

5° la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux;

6° la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire.

7° la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux.

§ 2. Le Service a en outre pour mission :

1° de prêter son concours à la préparation et à l'élaboration de la réglementation relative à la surveillance de la santé, à la protection et au bien-être des animaux ainsi qu'à la qualité de produits d'origine animale;

2° de promouvoir toute mesure susceptible d'améliorer la santé, la protection et le bien-être des animaux et la qualité des produits d'origine animale ainsi que de fournir des informations à ce propos. »

Art. 3. § 1er. Le ministre peut désigner auprès du Service, sur proposition de celui-ci et en fonction de ses besoins, des médecins vétérinaires agréés portant le titre d'inspecteurs vétérinaires suppléants. Les inspecteurs vétérinaires suppléants effectuent une ou des missions à durée déterminée. Ils ne jouissent d'aucun traitement mais ils reçoivent des frais de déplacement et des vacances dont le montant est déterminé par le ministre.

Pour être désignés, ils doivent être belges et avoir démontré une connaissance de la législation visée à l'article 2, § 1er, du présent arrêté. Ils ne peuvent avoir été sanctionnés d'une des peines visées à l'article 9, § 1er, du présent arrêté.

§ 2. Le ministre peut désigner, aux postes d'inspection frontaliers agréés, des médecins vétérinaires agréés portant le titre de vétérinaire de contrôle, chargés de contrôler le respect des règles d'importation, de transit d'animaux vivants et de certains produits d'origine animale sur le territoire de l'Union Européenne, le respect des règles de protection des animaux en cours de transport et de la Convention de Washington pour les espèces animales menacées.

Les vétérinaires de contrôle effectuent une ou des missions à durée déterminée. Ils ne jouissent d'aucun traitement mais ils reçoivent des frais de déplacement et des vacances dont le montant est déterminé par le ministre.

Pour être désignés, ils doivent être belges et avoir démontré une connaissance de la législation visée à l'article 2, § 1er, du présent arrêté. Ils ne peuvent avoir été sanctionnés d'une des peines visées à l'article 9, § 1er, du présent arrêté.

§ 3. Les médecins vétérinaires agréés qui sont engagés par l'A.C.S.A. et qui sont désignés par le ministre, portent, pendant la durée de leur engagement, le titre de vétérinaire sanitaire.

Dans le cadre de leur mandat, les vétérinaires sanitaires exercent les fonctions qui leur sont attribuées par le Service, en ce compris celle de vétérinaire de contrôle visée au § 2.

§ 4. Des médecins vétérinaires agréés par le Ministre en nombre illimité concourent à l'exécution des lois et règlements sur la santé, la protection et le bien-être des animaux et sur la qualité de leurs produits. Ils sont également chargés de la vulgarisation des mesures visées à l'article 2, § 2, 2° et de l'initiation des responsables aux obligations qui leurs sont imposées par les règlements sanitaires.

Les médecins vétérinaires agréés effectuent une ou plusieurs missions et reçoivent, pour la rémunération de leurs services, des indemnités dont le montant est fixé, par le Ministre d'après la nature et la durée des missions qu'ils ont remplies.

2° de wet van 28 juli 1981 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dieren- en plantensoorten, en van de Bijlagen, opgemaakt te Washington op 3 maart 1973, alsmede van de Wijziging van de Overeenkomst, aangenomen te Bonn op 22 juni 1979;

3° de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking;

4° de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

5° de dierengezondheidswet van 24 maart 1987;

6° de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde;

7° de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten.

§ 2. De Dienst heeft bovendien tot taak :

1° zijn medewerking te verlenen aan de voorbereiding en de uitwerking van de reglementering betreffende de bewaking van de gezondheid, de bescherming en het welzijn van de dieren, alsook de kwaliteit van de dierlijke producten;

2° het verstrekken van informatie over en het bevorderen van elke maatregel die de gezondheid, de bescherming en het welzijn van de dieren, alsmede de kwaliteit van de dierlijke producten kan verbeteren. »

Art. 3. § 1. De minister kan, op voorstel van de dienst en in functie van de behoeften bij de Dienst, erkende dierenartsen aanduiden, die de titel van plaatsvervangend inspecteur-dierenarts dragen. De plaatsvervangende inspecteurs-dierenartsen voeren één of meerdere opdrachten uit van beperkte duur. Zij ontvangen geen loon maar wel terugbetaling van verplaatsingskosten en vacaties waarvan de minister het bedrag bepaalt.

Om aangeduid te worden, moeten zij Belg zijn en bewezen hebben kennis te hebben van de wetgeving, bedoeld in artikel 2, § 1, van dit besluit. Ze mogen geen sanctie zoals bedoeld in artikel 9, § 1, van dit besluit hebben opgelopen.

§ 2. De minister kan, aan de erkende grensinspectieposten, erkende dierenartsen aanduiden, die de titel van controledierenarts dragen, belast met de controle op de naleving van de regels op de invoer of de doorvoer op het grondgebied van de Europese Unie van levende dieren en sommige producten van dierlijke oorsprong, van de naleving van de regels van de dierenbescherming tijdens het transport en van de Conventie van Washington voor de bedreigde diersoorten.

De controledierenartsen voeren één of meerdere opdrachten uit van beperkte duur. Zij ontvangen geen loon, maar terugbetaling van verplaatsingskosten en vacaties waarvan de minister het bedrag bepaalt.

Om aangeduid te worden, moeten ze Belg zijn en bewezen hebben kennis te hebben van de wetgeving, bedoeld in artikel 2, § 1, van dit besluit. Ze mogen geen sanctie zoals bedoeld in artikel 9, § 1, van dit besluit hebben opgelopen.

§ 3. De erkende dierenartsen die door de C.D.V. in dienst zijn genomen en die door de minister aangeduid zijn, dragen tijdens de duur van hun verbintenis de titel van sanitair dierenarts.

In het kader van hun opdracht oefenen de sanitaire dierenartsen de taken uit die de dienst hen opdraagt, daarin begrepen die van controledierenarts, bedoeld in § 2.

§ 4. Dierenartsen, door de minister in onbeperkt aantal erkend, werken mee aan de uitvoering van de wetten en reglementen betreffende de gezondheid, de bescherming en het welzijn van de dieren en de kwaliteit van de dierlijke producten. Zij worden eveneens belast met het verspreiden van de maatregelen bedoeld in artikel 2, § 2, 2°, en met het bijbrengen van de verplichtingen die voortvloeien uit de sanitaire reglementen aan de verantwoordelijke.

De erkende dierenartsen voeren één of meer opdrachten uit en ontvangen als betaling hiervoor vergoedingen waarvan de minister het bedrag bepaalt, afhankelijk van de aard en de duur van de uitgevoerde opdrachten.

Art. 4. Le Service est dirigé par un vétérinaire de l'Etat, portant le titre de Conseiller général.

CHAPITRE III. — *Dispositions applicables aux inspecteurs vétérinaires*

Art. 5. § 1er. Les inspecteurs vétérinaires ne peuvent exercer la médecine vétérinaire en dehors des actes liés à leur fonction.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du statut général des agents de l'Etat, notamment l'article 49 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains secteurs publics, les inspecteurs vétérinaires ne peuvent exercer, ni participer à l'exercice, à quelque titre et en quelque qualité que ce soient, d'activité à caractère commercial concernant la santé animale, le bien être des animaux ou ayant une incidence sur la santé publique.

CHAPITRE IV

Dispositions applicables à tous les médecins vétérinaires agréés

Art. 6. § 1er. Pour être agréés, les médecins vétérinaires doivent être titulaires du diplôme de « Docteur en médecine vétérinaire », délivré par la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Liège ou du diplôme de « Dierenarts », de « Doctor in de Veerartsenijkunde » ou de « Doctor in de diergeneeskunde », délivré par l'Université de Gand ou de l'un des certificats, diplômes ou titres visés à l'article 1er de l'arrêté royal du 23 juin 1981 portant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de service des vétérinaires.

Ils doivent en outre être inscrits au Conseil Régional de l'Ordre des médecins vétérinaires dont ils relèvent, conformément à la loi du 19 mars 1950 créant l'ordre des médecins vétérinaires.

Ils doivent avoir fait viser leur diplôme, certificat ou titre par la commission médicale de la province où ils sont établis, conformément à l'article 4 de la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire.

Ils doivent être en possession d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs ou, le cas échéant d'un extrait du casier judiciaire ou d'un autre document analogue.

§ 2. Lorsque l'une des conditions visées au § 1er du présent article n'est plus remplie, l'agrément est retiré.

Art. 7. Les médecins vétérinaires agréés prêtent entre les mains du chef du Service ou de son délégué, le serment prescrit par le décret du Congrès national du 20 juillet 1831.

Art. 8. Les médecins vétérinaires agréés sont tenus de répondre aux demandes de renseignements qui leur sont adressées par le Service ou ses délégués.

Les médecins vétérinaires agréés sont tenus d'examiner les animaux atteints ou suspects d'être atteints de maladie contagieuse réglementée et de rendre immédiatement compte de leurs constatations au Service. Ils confirment ces constatations par écrit dans les 24 heures.

Les médecins vétérinaires agréés doivent signaler dans les 24 heures à l'inspecteur vétérinaire dont ils relèvent, tous les faits intéressants les missions du Service et la science vétérinaire.

Art. 9. § 1er. Les médecins vétérinaires agréés sont passibles des peines disciplinaires suivantes : la réprimande, la suspension, la révocation.

§ 2. Le ministre prononce ces peines sur proposition du Service.

A cet effet, le Service fait une proposition sur base d'un rapport établi par l'inspecteur vétérinaire compétent, qui doit être notifié au vétérinaire impliqué.

Le vétérinaire agréé peut, dans les huit jours qui suivent la notification et par lettre recommandée, solliciter une défense orale auprès du Service. La défense orale doit avoir lieu dans les quatorze jours qui suivent la demande.

Art. 10. Les médecins vétérinaires agréés peuvent exercer la médecine vétérinaire.

Art. 11. Les médecins vétérinaires agréés qui désirent cesser leurs fonctions doivent en informer le ministre au moins un mois à l'avance.

Ils sont tenus, sous peine de révocation, de continuer à exercer leurs fonctions pendant ce délai.

Art. 4. De Dienst wordt geleid door een dierenarts van de Staat, die de titel van Adviseur-generaal draagt.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen die gelden voor de inspecteurs-dierenartsen*

Art. 5. § 1. De inspecteurs-dierenartsen mogen de diergeneeskunde niet uitoefenen buiten te taken verbonden aan hun functie.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van het algemeen statuut van het rijks personeel, in het bijzondere artikel 49 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het staatsagenten en het het koninklijk besluit van 10 juni 1982 met betrekking tot de cumul van beroepsactiviteiten in bepaalde overheidssectoren, mogen de diergeneeskundige inspecteurs geen enkele handelsactiviteit uitoefenen, noch deelnemen aan de uitoefening ervan, onder eender welke titel of hoedanigheid dan ook met betrekking tot de dierengezondheid, het dierenwelzijn of met betrekking tot de volksgezondheid.

HOOFDSTUK IV

Bepalingen die gelden voor alle erkende dierenartsen

Art. 6. § 1. Om erkend te worden moeten de dierenartsen houder zijn van het diploma van « Docteur en médecine vétérinaire » afgeleverd door de Faculteit voor Diergeneeskunde van de Universiteit van Luik of houder zijn van het diploma van « Dierenarts » of « Doctor in de Veerartsenijkunde » of « Doctor in de Diergeneeskunde », afgeleverd door de Universiteit van Gent, of houder zijn van een certificaat, diploma of titel, zoals bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 juni 1981, houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en het vrij verrichten van diensten van dierenartsen.

Daarenboven moeten zij ingeschreven zijn in de gewestelijke raad van de Orde der dierenartsen, waarvan ze afhangen, overeenkomstig de wet van 19 maart 1950 tot oprichting van de Orde der dierenartsen.

Zij moeten hun diploma, certificaat of titel hebben laten viseren door de medische commissie van de provincie waar ze gevestigd zijn, overeenkomstig artikel 4 van de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde.

Zij moeten in het bezit zijn van een certificaat van goed gedrag en zeden of desgevallend van een uittreksel uit het strafregister of een analoog document.

§ 2. Indien één van de voorwaarden bedoeld in § 1 van dit artikel niet meer vervuld is, wordt de aanmelding ingetrokken.

Art. 7. De erkende dierenartsen leggen in de handen van het Hoofd van de Dienst of zijn afgevaardigde de eed af, die wordt voorgeschreven in het decreet van het Nationaal Congres van 20 juli 1831.

Art. 8. De erkende dierenartsen zijn verplicht te antwoorden op de vragen om inlichtingen, die de Dienst of zijn afgevaardigden tot hen richt.

De erkende dierenartsen moeten de dieren die aangetast of verdacht aangetast zijn door een gereguleerde besmettelijke ziekte onderzoeken en onmiddellijk de Dienst inlichtingen over hun bevindingen. Ze bevestigen deze bevindingen schriftelijk binnen de 24 uur.

De erkende dierenartsen moeten bij de inspecteurs-dierenarts, van wie ze afhangen, elk feit dat de Dienst en de diergeneeskunde aangeht, melden binnen de 24 uur.

Art. 9. § 1. De erkende dierenartsen kunnen volgende disciplinaire sancties oplopen : terechtwijzing, schorsing, afzetting.

§ 2. De minister spreekt deze straffen uit op voorstel van de Dienst.

Ten dien einde doet de Dienst een voorstel op basis van een verslag van de bevoegde inspecteurs-dierenarts. Dit verslag wordt ter kennis gebracht van de betrokken erkende dierenarts.

De erkende dierenarts kan binnen acht dagen na de kennisgeving de Dienst bij aangetekend schrijven verzoeken om te worden gehoord. De erkende dierenarts moet binnen veertien dagen na het indienen van dit verzoek worden gehoord.

Art. 10. De erkende dierenartsen mogen de diergeneeskunde uitoefenen.

Art. 11. De erkende dierenartsen die wensen hun functie te beëindigen, moeten minstens één maand op voorhand de minister ervan inlichten.

Ze zijn verplicht, op straffe van afzetting, hun functie gedurende die periode te blijven uitoefenen.

CHAPITRE V. — *Dispositions particulières applicables aux médecins vétérinaires agréés, désignés par le ministre*

Art. 12. § 1er. Les médecins vétérinaires désignés se conforment, dans l'exercice de leurs fonctions, aux instructions de l'inspecteur vétérinaire dont ils relèvent.

§ 2. Les médecins vétérinaires désignés ont le droit de verbaliser, mais ils ne peuvent saisir le parquet de leurs procès-verbaux avant de les avoir soumis à l'inspecteur vétérinaire dont ils relèvent.

§ 3. Dans tous les cas, les médecins vétérinaires désignés rendent compte à l'inspecteur vétérinaire de leurs missions.

Art. 13. § 1er. Les vétérinaires sanitaires ne peuvent exercer la médecine vétérinaire en dehors de actes liés à leur fonction.

§ 2. Les vétérinaires sanitaires ne peuvent exercer, ni participer à l'exercice, à quelque titre et en quelque qualité que ce soient, d'activité à caractère commercial concernant la santé animale, le bien-être des animaux ou ayant une incidence sur la santé publique. A cet effet, ils sont tenus de communiquer à l'A.C.S.A., tout mandat rémunéré ou non qu'ils exercent.

§ 3. Les inspecteurs vétérinaires suppléants et les vétérinaires de contrôle peuvent exercer la médecine vétérinaires, pour autant que la pratique privée n'entre pas en conflit d'intérêt avec les missions qui leur sont confiées par l'inspecteur vétérinaire.

Art. 14. Les médecins vétérinaires désignés, ne peuvent, sous aucun prétexte, réclamer des honoraires pour un service qui leur donne droit à un paiement quelconque sur les fonds de l'Etat.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 15. L'arrêté royal du 15 mars 1926 portant le règlement organique du service vétérinaire est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 17. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
L. COLLA

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises
K. PINXTEN

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen die gelden voor erkende dierenartsen, aangeduid door de minister*

Art. 12. § 1. De aangeduide dierenartsen houden zich tijdens het uitvoeren van hun opdrachten aan de instructies van de inspecteur-dierenarts van wie zij afhangen.

§ 2. De aangeduide dierenartsen mogen processen-verbaal opstellen, doch mogen de processen-verbaal slechts overmaken aan het parket na ze aan de voor hen bevoegde inspecteur-dierenarts te hebben voorgelegd.

§ 3. In alle gevallen brengen de aangeduide dierenartsen verslag uit van hun opdrachten aan de inspecteur-dierenarts.

Art. 13. § 1. De sanitaire dierenartsen mogen de diergeneeskunde niet uitoefenen buiten de taken verbonden aan hun functie.

§ 2. De sanitaire dierenartsen mogen noch rechtstreeks onder een derde fysiek of rechtspersoon commerciële activiteiten uitoefenen betreffende diergezondheid, dierenwelzijn of in verband met de volksgezondheid. Daartoe dienen zij elk mandaat dat zij uitoefenen, al dan niet bezoldigd, aan de C.D.V. mee te delen.

§ 3. De plaatsvervangende inspecteurs-dierenartsen en de controle-dierenartsen mogen de diergeneeskunde uitoefenen, voor zover er geen belangenvermenging ontstaat tussen de privé-praktijk en de opdrachten die hen toevertrouwd worden door de inspecteur-dierenarts.

Art. 14. De aangeduide dierenartsen mogen onder geen enkel beding honoraria eisen voor een handeling die hen recht geeft op om het even welke betaling uit de fondsen van de Staat.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Het koninklijk besluit van 15 maart 1926 houdende inrichtingsreglement van de diergeneeskundige Dienst, wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 17. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 3128

[C — 99/16263]

9 JUILLET 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 juin 1997 relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensencées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 2, § 1, 4° et 5°;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1997 relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensencées;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de pouvoir appliquer le régime de la suspension temporaire d'agrément de trieurs à façon sans délai aux agréments, accordés ou renouvelés pour la période du 1^{er} mai 1999 au 30 avril 2000, de sorte que la politique de qualité dans le domaine de certaines semences ne soit pas mise en cause par la fraude dans le commerce et l'usage de semences;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 99 — 3128

[C — 99/16263]

9 JULI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 1997 betreffende het triëren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw, en veeteelt, inzonderheid op artikel 2, § 1, 4° en 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1997 betreffende het triëren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de regeling van de tijdelijke schorsing van erkenningen van loontriërders onverwijld moet kunnen toegepast worden op de erkenningen die voor de periode van 1 mei 1999 tot 30 april 2000 werden verleend of hernieuwd, zodat het kwaliteitsbeleid inzake bepaalde zaaizaden niet zou worden in het gedrang gebracht door bedrog bij handel en gebruik van zaaizaden;